

Combattant dans la longue durée

ANDRÉ LECLERC, *Fernand Daoust 1. Le jeune militant syndical, nationaliste et socialiste, 1926-1964*, Mont-Royal, M éditeur, Collection Militantismes, 2013, 312 pages

Gilles Léveillé

Volume 8, Number 3, Summer 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/71916ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Léveillé, G. (2014). Review of [Combattant dans la longue durée / ANDRÉ LECLERC, *Fernand Daoust 1. Le jeune militant syndical, nationaliste et socialiste, 1926-1964*, Mont-Royal, M éditeur, Collection Militantismes, 2013, 312 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 8(3), 8–10.

COMBATTANT DANS LA LONGUE DURÉE

Gilles Léveillé

Journaliste retraité, ex-syndicaliste de la CSN et de la FTQ

ANDRÉ LECLERC

FERNAND DAoust

1. LE JEUNE MILITANT
SYNDICAL, NATIONALISTE ET
SOCIALISTE, 1926-1964

Mont-Royal, M éditeur, Collection
Militantismes, 2013, 312 pages

Tout au long de sa carrière, Fernand Daoust aura cherché à développer des syndicats québécois, d'abord autonomes et, plus tard, indépendants des structures canadiennes ou américaines. Il s'est révélé aussi un infatigable défenseur du français qui était, pendant longtemps, même jusqu'aux années 1950, ignoré et bafoué par les employeurs et, aussi, par les syndicats canadiens.

Autre trait majeur de son militantisme, Fernand Daoust a régulièrement mis de l'avant des positions d'orientation socialiste, tout à fait contraires aux positions, très à droite parfois, de nombreux syndicats de métiers québécois. Indiscutablement, toute sa vie aura été consacrée à défendre la cause des travailleurs et des travailleuses et à améliorer de façon considérable leurs conditions de vie.

UNE ENFANCE DANS LA PAUVRETÉ

Né en 1926, le troisième garçon de la famille, Fernand Daoust a grandi près du *Faubourg à m'lasse*, à l'est du Plateau Mont-Royal, dans des conditions de vie très modestes. Sa mère était seule pour élever ses enfants et devait travailler comme couturière dans une usine, le père les ayant abandonnés. Les conditions de travail étaient pitoyables à cette époque, c'était la Grande Dépression.

La situation du français était, elle aussi, pitoyable ces années-là. Les ouvriers, massivement francophones, étaient dirigés par des «boss» anglophones qui ne donnaient leurs directives qu'en anglais. L'affichage commercial et des services n'étaient aussi très souvent qu'en anglais, et cela, même dans les quartiers totalement francophones. «Dry cleaning, plumbers, bakery», c'est ce qu'on voyait partout.

Tout jeune, Fernand Daoust entendrait parler des «unions». Sa mère est membre des Travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique, même si elle n'en est pas une militante très active. Les salaires sont maigres et les conditions de travail très pénibles. En conséquence, les grèves sont fréquentes. Les lois du travail sont dures à l'endroit des syndicats, particulièrement avec l'arrivée de Maurice Duplessis au pouvoir.

Durant cette période, la famille Daoust déménage très souvent, car il est difficile de

payer le loyer. En 1942, voilà qu'elle s'installe dans un quartier plus central, presque au coin de St-Denis et Sherbrooke, à la Terrasse St-Denis.

UN JEUNE HOMME POLITISÉ

Cette année 1942 est également celle où Fernand, âgé de 16 ans, commence à s'intéresser aux questions politiques. L'Europe est déchirée par une seconde guerre mondiale et un vif débat sur la conscription obligatoire fait rage au Québec. Une bonne partie de la population francophone ne voit pas pourquoi elle devrait aller se battre pour défendre l'Angleterre, qui les a conquis, ou la France, qui les a abandonnés. Fernand s'engage alors auprès des Jeunesses laurentiennes, un groupe nationaliste qui fait campagne pour le NON au plébiscite qui sera tenu en avril.

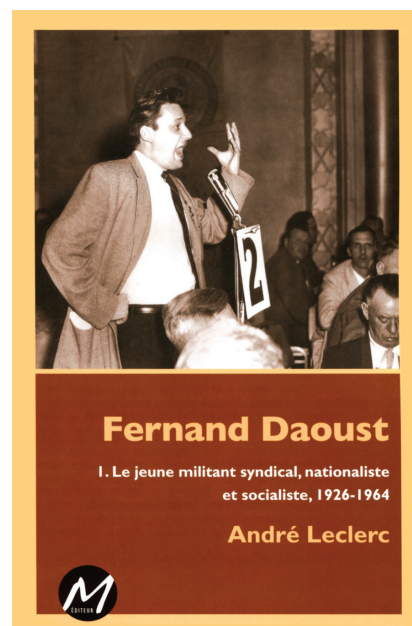
Cette période, c'est aussi le moment où Fernand commence ses études, à l'École supérieure du Plateau, et se fait des amis qui, dans plusieurs cas, resteront les siens tout au long de sa carrière syndicale. Cette étape complétée, il entrera ensuite à l'Université de Montréal, à la Faculté des sciences, l'une des rares qui, à cette époque, accepte des étudiants n'ayant pas fait le cours classique beaucoup plus coûteux que l'école secondaire publique. La pauvreté des familles, comme celle de Fernand, limitait les choix.

Ces années seront marquées de grèves très dures dans l'industrie de l'amiante, à Asbestos et à Thetford Mines, envenimées par la présence de «scabs» et une féroce répression policière commandée par Duplessis. Impressionné par l'action des syndicats durant ces conflits, Fernand voudra, à la fin de ses études, en 1950, trouver un emploi auprès d'eux.

Sur le plan personnel, c'est aussi à la fin de ses études à l'université que Fernand, jusque-là plutôt réservé avec les jeunes filles, fera la connaissance de celle qui deviendra plus tard son épouse, Ghislaine Coallier.

DÉBUT D'UNE CARRIÈRE SYNDICALE

Ses débuts dans le secteur du travail, il les fera avec un petit syndicat de métier, l'Union des ouvriers de la sacoche, dont le directeur est Roger Provost. Cet homme, à peine quelques années plus tard, après une ascension fulgurante, deviendra le premier président d'une nouvelle centrale syndicale, la FTQ. C'est pourtant avec une autre famille syndicale que Fernand Daoust aurait souhaité travailler. Les syndicats qu'on appelle de métiers sont de loin, à cette époque, les plus nombreux, mais ils n'ont pas, dans



l'ensemble, la réputation d'être très progressistes. Par contre, viennent d'apparaître au Canada, depuis quelques années seulement, les syndicats industriels qui regroupent les travailleurs et les travailleuses non pas en fonction de leur métier (typographes, charpentiers-menuisiers, etc.), mais plutôt selon le type d'entreprises qui les emploient (papières, usines d'automobiles, etc.).

C'est donc du côté du C.I.O. (Congress of Industrial Organizations), créé en 1939 aux États-Unis, plutôt que de l'A.F.L. (American Federation of Labor), formée en 1886 par des syndicats de métiers, que Fernand veut s'impliquer. Ces deux grands groupes de nature différente s'uniront pourtant en 1956 au Canada, créant ainsi le Congrès du travail du Canada (C.T.C.). La même fusion s'opérera au Québec, dès l'année suivante, 1957, sous le nom de Fédération des travailleurs du Québec.

Cette réunification des deux familles syndicales ne se fera pas sans grandes appréhensions ni sans heurts. Les débats sont souvent hargneux et certaines décisions font beaucoup de mécontents. Étant donné la majorité dont jouit la succursale A.F.L. québécoise (FPTQ ou Fédération provinciale du travail du Québec), les syndicalistes plus à gauche comme Fernand et ses amis, qui sont pour la plupart de la succursale C.I.O. québécoise (FUIQ ou Fédération des unions industrielles du Québec), deviendront très pessimistes quant aux orientations que semble prendre la FTQ.

À ce problème s'ajoute celui de l'influence réelle que pourra exercer la FTQ dans le monde syndical au Québec ou au Canada et face aux gouvernements. Au point de départ, en effet, de très nombreux syndicats québécois affiliés à l'A.F.L. ou au C.I.O. ne jugent pas du tout nécessaire de se joindre à cette nouvelle centrale québécoise. Ils continuent, comme si rien n'avait changé, de fonctionner directement et uniquement avec les entités syndicales canadiennes.

En conséquence, la FTQ ne représente pas, au départ, une force importante. Ce qui est de moins en moins le cas cependant de

suite de la page 8

l'autre centrale syndicale québécoise, formée des syndicats catholiques, la CSN, avec laquelle d'ailleurs Fernand Daoust cherchera à créer des alliances.

UNE PÉRIODE DIFFICILE POUR LES TRAVAILLEURS

Toujours fortement motivé par le respect de la réalité québécoise et la nécessité de donner au français la place qu'il devrait occuper dans les milieux de travail et dans les instances syndicales canadiennes, Fernand Daoust sera un combattant tenace pour l'autonomie de la FTQ par rapport au CTC. Sur le plan politique, cela se traduira par son refus d'appuyer le CCF, parti de gauche auquel adhèrent tous les syndicats canadiens, mais qui défend des positions fortement centralisatrices.

Les années 1950 au Québec seront difficiles pour les syndicats qui doivent subir la répression constante et féroce de Maurice Duplessis. De durs conflits de travail font rage, entre autres chez Dupuis Frères à Montréal, impliquant la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), qui prendra plus tard le nom de CSN. Cette situation amènera Fernand et ses amis des syndicats industriels du CTC à collaborer avec cette centrale, avec laquelle ils ressentent bien des affinités même si elle est une rivale de la FTQ dans d'autres situations.

Les relations avec les employeurs font découvrir à Fernand Daoust à quel point la langue française est bafouée par les grandes entreprises au Québec. Chez Coca-Cola, chez Canada Wire and Cable, une filiale de Noranda, tout se passe en anglais lors des négociations. D'ailleurs, peut-on d'ailleurs parler de négociations à cette époque? Les compagnies sont intransigeantes, refusent de reconnaître les syndicats et embauchent des briseurs de grève.

Sur le plan politique, cette période est celle où un nouveau personnage fera son apparition au Québec et viendra appuyer les syndicats: Pierre Elliot Trudeau. Il sera très bien accueilli par les militants, mais Fernand Daoust découvrira assez tôt qu'il ne peut accepter sa vision du fédéralisme.

L'ACTION POLITIQUE

La législation nettement anti-syndicale que le premier ministre Duplessis vient mettre en place en 1953 sera le déclencheur d'un fort mouvement d'action politique de la part des organisations de travailleurs. Le «bill» 19 qui fait la chasse aux militants soi-disant communistes et le «bill» 20, surnommé le «bill» Guindon, qui vise l'Alliance des professeurs catholiques de Montréal pour avoir fait une grève illégale en 1949, convaincront les syndicats qu'ils doivent dépasser le stade des manifestations et former un parti des travailleurs. L'entente sera impossible à réaliser, car certains dirigeants voudront

agir au sein d'un parti fédéraliste centralisateur, le CCF, et d'autres, dont Fernand Daoust, veulent plutôt former un parti ayant un caractère très québécois.

Cette nouvelle approche des syndicats aura quand même pour effet d'influencer l'action du futur gouvernement du Québec, celui de Jean Lesage, élu en 1960.

En 1954, Fernand Daoust est élu secrétaire-trésorier du Conseil du travail de Montréal (CTM). Dès le départ, il s'impliquera dans la vie politique montréalaise en appuyant le nouveau candidat aux élections municipales d'octobre, Jean Drapeau, en raison de sa lutte contre la corruption. Cependant, cette décision provoquera des dissensions chez les syndicats représentant les cols bleus et les cols blancs de Montréal qui voient venir d'un mauvais œil ce politicien autoritaire. À l'échelle canadienne, il vivra les durs conflits linguistiques qui sévissent entre francophones et anglophones au sein du Congrès canadien du travail (CTC).

Sur le plan personnel, c'est l'année suivante qu'il vivra un très heureux événement, son mariage avec celle qu'il fréquentait depuis sept ans, Ghyslaine Coallier, au grand plaisir de leurs nombreux amis.

LA GRANDE FUSION

Des événements importants dans le monde syndical aux États-Unis auront bientôt de grandes répercussions au Canada. L'union des deux grandes centrales, l'AFL et le CIO, réalisée en 1955, entraînera l'année suivante au Canada la création du Congrès du travail du Canada (CTC). Et une année plus tard, au mois de février 1957, ce sera la création de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), réunissant les structures québécoises des deux fédérations américaines. Fernand Daoust éprouve des réticences devant cette fusion à cause du caractère très conservateur des syndicats de métiers et des guerres que ceux-ci ont menées, parfois contre les syndicats industriels. Cependant, il est bien conscient qu'il faut faire l'unité des forces pour combattre le régime très répressif de Duplessis et se rallier à la nouvelle centrale.

Un autre projet de fusion soulèvera un vif débat dans le monde syndical québécois. Il s'agit d'amener les syndicats catholiques groupés dans la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), qui deviendra plus tard la CSN, à se joindre à cette FTQ naissante. Fernand Daoust le souhaiterait bien, car il a eu souvent de très bons rapports avec eux. Finalement, cette unification ne se fera pas parce que la CTCC exige de conserver une très forte autonomie.

Une des grèves les plus marquantes de l'histoire du Québec, celle de la Gaspé Copper Mines, filiale de la Noranda à Murdochville à l'été 1957, donnera lieu, à une collusion scandaleuse de la police de Duplessis avec la compagnie. Elle permettra par contre, malgré son échec, une grande mobilisation des syndicats et des milieux progressistes à travers le Québec et aura pour effet de solidifier l'unité au sein de la FTQ.

UN CLIVAGE PERSISTANT

Novembre 1957, neuf mois après son congrès de fondation, la FTQ tient son premier congrès ordinaire. On y voit réapparaître les tensions entre syndicats de métiers et syndicats industriels qui ne s'étaient guère manifestés lors des précédentes assises. Le partage des postes du nouvel exécutif de même que les orientations à prendre concernant l'action politique et les grèves générales divisent les délégués. Les syndicats de métiers comptant beaucoup plus de membres, ils parviennent donc à imposer leurs choix. Cela se traduira aussi par des places limitées pour les syndicats industriels au sein du nouveau conseil du travail de Montréal, tout cela au grand déplaisir de Fernand Daoust.

Un an plus tard, cependant, l'élection de John Diefenbaker et du parti conservateur suscitera beaucoup d'inquiétudes et donnera un souffle nouveau à l'idée de fonder un grand parti politique de gauche, aux appuis beaucoup plus larges que le CCF.

Sur la scène politique québécoise, la mort subite de Maurice Duplessis, en septembre 1959, suivie, à peine quelques mois plus tard, de celle de son successeur, Paul Sauvé, affaiblira l'Union nationale et redonnera espoir aux syndicats pour une grande amélioration des lois du travail et des lois sociales.

REMUE-MÉNAGE AU SEIN DU CTC

La création du Congrès du travail du Canada entraînera, dès les années suivantes, une réorganisation du personnel au sein de la centrale. Plusieurs permanents du CTC découvriront, en effet, qu'il est plus intéressant de travailler pour les syndicats membres que pour la centrale. Fernand Daoust, comme certains de ses amis, sera de ceux-là. Au moins de mai 1959, il deviendra permanent pour le Syndicat international des travailleurs des industries pétrolière, chimique et atomique (SITIPCA) et aura son bureau près des raffineries de l'est de Montréal.

Malgré la petite taille de ce syndicat, Fernand Daoust apparaît comme un leader syndical important. Dès 1960, il se fait élire au conseil exécutif de la FTQ, à titre de représentant des industries manufacturières. L'activité politique l'intéresse, de même que l'éducation syndicale et il sera élu, lors du congrès de cette même année, président du comité d'éducation de la centrale.

Deux années plus tard, au congrès du CTC à Vancouver, ce comité de la FTQ demandera que le comité d'éducation de la centrale canadienne soit divisé en deux entités autonomes, l'une en anglais, l'autre en français. Louis Laberge, alors président du Conseil du travail de Montréal (CTM), s'y opposera fermement, car il y voit une forme de séparatisme! Quand même, cette revendication pour un comité d'éducation distinct sera au cœur de la lutte de la FTQ pour plus d'autonomie au sein du CTC.

COMBATTANT...

suite de la page 9



UNE NOUVELLE ORIENTATION : DEVENIR DÉPUTÉ !

Le congrès de fondation du Nouveau Parti démocratique (NPD), fin juillet 1961 à Ottawa, donnera lieu à de très durs débats sur le thème des deux nations au Canada. Fernand Daoust y participe activement et sera heureux de voir triompher, à la toute fin, le point de vue des Québécois. À peine un an plus tard, un événement politique majeur viendra interrompre les préparatifs du congrès de fondation du NPD-Québec : le premier ministre conservateur, John Diefenbaker, déclenche des élections qui auront lieu le 18 juin. Cet événement sera le point de départ d'un nouveau projet de carrière pour Fernand Daoust : devenir député. Il s'y investit totalement, comme candidat du NPD dans Maisonneuve-Rosemont, mais, malheureusement, les résultats seront extrêmement décevants. Le NPD recevra moins de 5 % des suffrages au Québec. Fernand fera quand même un peu mieux, avec 16 % des voix.

Devenu minoritaire, le gouvernement Diefenbaker sera rapidement défait en Chambre par l'action du Parti libéral et devra déclencher de nouvelles élections en avril 1963. Fernand Daoust se présentera à nouveau pour le NPD, dans le même comté, et sera encore battu, avec cette fois 18,6 % des voix, le meilleur résultat du parti au Québec.

Quelques semaines plus tard, fin juin, le NPD-Québec tiendra son congrès, non plus de fondation, mais d'orientation. En effet, les différends entre les diverses factions sont trop marqués et les dirigeants du parti préfèrent y aller par étapes. Fernand Daoust présidera ces débats avec tact. Les discussions donneront quand

même lieu à des déchirements entre nationalistes et fédéralistes et la scission du parti deviendra inévitable. À la toute fin, les nationalistes parviendront à créer la formation qu'ils désirent, sans aucune attache avec le NPD fédéral, qui portera le nom de Parti socialiste du Québec (PSQ). Ce dénouement amènera Fernand Daoust, peu de temps après, à délaisser ce nouveau parti et à retourner travailler aux affaires syndicales.

UNE VIE SYNDICALE MOUVEMENTÉE

Le début des années 1960 est une période très mouvementée de la vie syndicale au Québec. La CSN maraude intensément, et avec succès très souvent, les syndicats FTQ. Les rivalités AFL et CIO à l'intérieur de la centrale continuent de plus belle. La FTQ, dont l'effectif est encore très faible, a besoin de plus de pouvoir et réclame du CTC qu'il oblige tous ses syndicats québécois à s'affilier à elle.

Sur le plan politique, le nouveau gouvernement Lesage entreprend de modifier la loi des relations de travail, mais le projet proposé, le *bill* 54, est aussitôt vivement dénoncé par tout le monde syndical au Québec. Devant la menace d'une grève générale sans précédent, Lesage recule et fait des amendements majeurs à sa loi, ce qui satisfait finalement le mouvement syndical.

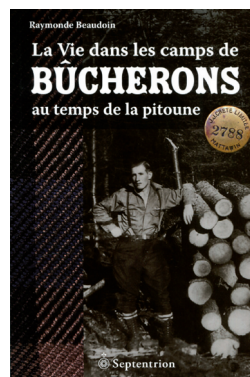
Tous ces événements ont fortement marqué Fernand Daoust et l'ont amené à s'impliquer davantage dans la direction de la FTQ. Sur le plan personnel, il vivra une grande perte. Sa mère décédera le 20 mai 1964.

La carrière de ce combattant est cependant loin d'être terminée. Le tome 2 de cette biographie ne devrait pas ennuyer non plus ! ♦

RAYMONDE BEAUDOIN

LA VIE DANS LES CAMPS DE BÛCHERONS AU TEMPS DE LA PITOUNE

Québec, Septentrion, 2014, 168 pages



C'est un petit livre comme le Septentrion en a le secret : bien fait, pertinent et agréable à lire. Raymonde Beaudoin dresse ici un portrait éminemment juste du métier de bûcheron et de la vie dans les chantiers au cours des trois décennies qu'elle s'est donné l'ambition de couvrir. Bien nourrie de l'expérience de sa propre famille, l'auteure qui, enfant, a accompagné son père dans le bois, a bien su concilier parcours biographique et regard documentaire. Elle n'a pas la prétention d'avoir écrit une monographie anthropologique mais son récit s'en approche singulièrement. Elle décrit avec finesse et précision les divers aspects de la vie et du métier en utilisant bien les témoignages recueillis auprès des acteurs qu'elle a rencontrés. Elle les place en outre fort bien dans un contexte qu'elle campe de manière succincte mais vivante, tirant un excellent parti de la documentation – pourtant rare – qu'elle est parvenue à dénicher.

Après avoir brièvement dressé les grands repères de l'histoire de l'exploitation forestière, Raymonde Beaudoin nous entraîne bien vite au pays de Lanaudière, celui de la sa famille et celui du domaine forestier qu'elle ambitionne de faire connaître. C'est écrit dans une langue simple et claire, le ton est chaleureux et si juste qu'on s'y sent vraiment comme si on y était, dans ces camps de bûcheron. Elle décrit d'abord la ressource – les billots, la pitoune – et ses usages, ce qu'elle représente pour le bûcheron comme pour l'industrie. Vient ensuite la description du camp, de sa construction, de ses aménagements rustres et rudimentaires, et elle donne à voir la façon qu'on l'habite. On ne s'étonnera pas de la voir insister sur l'importance de ce lieu central qu'est la cookerie et sur le rôle-clé de ceux et celles qui y officient pour nourrir les appétits gargantuesques des hommes qui triment d'une étoile à l'autre. Les menus reproduits en annexe donnent une bonne idée de l'ordinaire.

Le récit est à son meilleur dans la description, faite en collant au plus près le récit du père, du métier lui-même, et des techniques de bûchage à la mitaine ou à la garde. Sont également fort bien rendus la répartition des rôles et la division du travail. Le *showboy*, les guidis, les mesureurs, les inspecteurs et charroyeurs sont bien situés dans leurs tâches et dans la chaîne des opérations qui finit avec la drave, ce métier extrêmement

dangereux pratiqué par des hommes d'exception. Les observations sont fines et le propos admiratif, mais sans complaisance. Il n'est pas question ici de romantisme : l'auteure veut témoigner sans enjoliver, le métier était dur. Mais la vie dans les chantiers avait aussi ses bons moments. Le chapitre sur les divertissements et les soirées de menteries et de musique est bien rendu, agrémenté d'une annexe où sont reproduits les textes de quelques chansons typiques. Les quelques pages consacrées à la langue des chantiers sont magnifiques mais trop brèves, tant la richesse d'expression est grande et bien éloignée des habituels lieux communs sur les sacres et les jurons.

C'est sans aucun doute dans le chapitre sur les salaires que l'ouvrage laisse le plus clairement voir ses limites. L'auteur reste sans aucun doute trop proche des évaluations de son propre père, un bûcheron assez exceptionnel si l'on en juge par le récit qui est fait du rendement de son travail et des gages que cela lui valait. Dans les faits, la littérature scientifique a fort bien établi que les modes de rémunération étaient conçus pour instrumentaliser la culture de la force et du métier. Cela pouvait profiter aux bûcherons qui savaient montrer force, endurance et technique, mais c'était voulu pour tirer le maximum de rendement en suscitant l'émulation et la compétition entre les hommes. Dans l'ensemble le bûcheron était mal payé. Cela n'a peut-être pas été le cas de son père qui s'est estimé bien traité par la Consolidated Paper corporation, comme le relate une Raymonde Beaudoin qui évoque néanmoins les changements qu'a provoqués la montée de la syndicalisation. On ne lui tiendra pas rigueur de ne pas s'être lancée dans une discussion serrée de la condition économique du forestier. On comprend qu'elle voulait d'abord faire voir le métier de bûcheron et saluer ceux qui l'ont honoré. C'est réussi.

Robert Laplante